

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 JUIN 2018**

JP/RT

**OBJET : EXPLOITATION –
EDITION ENVOI FACTURES ET REGLEMENTS USAGERS : MODIFICATION ECONOMIE MARCHE -**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de juin à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

OBJET : EXPLOITATION –

EDITION ENVOI FACTURES ET REGLEMENTS USAGERS : MODIFICATION ECONOMIE MARCHE -

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par délibération du 7 mars 2018, le bureau syndical a engagé une procédure adaptée dite de facturation pour un montant de 70 000 € HT et d'une durée de 2 ans (1 an + 1 an renouvelable).

Après dépouillement des plis, l'estimation du coût, telle qu'adoptée au bureau syndical, s'avère être inférieure à la réalité des prestations à effectuer. Il convient donc, le cas échéant, de la modifier pour la porter à 110 000 € au regard de la définition des besoins complémentaires (édition/envoi règlements de service) indiqués dans le cahier des charges de consultation.

Il est demandé au bureau syndical d'approuver cette évolution, complétant ainsi la délibération du 7 mars 2018, et d'autoriser le Président à signer le marché en tenant compte de la modification du coût prévisionnel.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition.

Pour extrait certifié conforme,
Le président du syndicat,

Jean PASCAL